



La corruption dans le secteur éducatif

Tous les parents veulent assurer une bonne éducation à leurs enfants ; c'est la clef de leur avenir surtout pour les plus démunis. L'éducation permet de donner aux jeunes citoyens les connaissances et les compétences qui leur permettront de s'épanouir dans l'économie de leur pays et de participer à la société. Elle est la pierre angulaire du développement économique et social, et est en outre un droit fondamental aux termes des dispositions du droit international ainsi qu'un droit constitutionnel dans la majorité des pays.

Mais en réalité, l'éducation est souvent caractérisée par sa mauvaise qualité et un accès inégal. Par exemple, une étude régionale indique que plus de 50% des utilisateurs de l'école primaire en Afrique se plaignent des classes surchargées, le manque de maintenance des bâtiments et infrastructures scolaires, l'absentéisme des enseignants, les carences en livres et en fournitures scolaires, ainsi que des frais et des dépenses dont les montants élevés sont jugés inacceptables¹. Dans beaucoup de pays, l'accès à l'éducation supérieure dépend plus du portefeuille et du statut social des parents que des talents, efforts ou mérites de l'élève ou de l'étudiant. La corruption est l'une des principales causes de ces problèmes.

Table des matières

1. La prévalence du problème
2. La gestion financière de l'éducation
3. Les examens et l'accréditation des établissements d'enseignement
4. Gestion des enseignants et comportements dans les salles de classe
5. Conclusions

Payer pour une éducation gratuite : les cas du Bangladesh et du Mexique

Au Bangladesh, où l'éducation est gratuite dans les établissements scolaires publics jusqu'au secondaire, inclus 36,5% des étudiants doivent s'acquitter de frais illégaux. Pour que les élèves les plus pauvres puissent bénéficier du système de bourses gouvernementales, 32,6 % d'entre eux doivent verser des pots-de-vin, tandis que plus de 54% de ceux qui reçoivent ces bourses se voient forcés de payer des dessous de table juste pour en débloquent le paiement³.

Au Mexique, les foyers doivent verser en moyenne 30 dollars US par année pour des services éducatifs qui sont, légalement, censés être gratuits⁴. En outre, une étude mit en lumière que les étudiants devaient régulièrement verser des pots-de-vin pour pouvoir s'inscrire à des concours ou pour obtenir une copie de leur diplôme.

« Les enfants de riches n'ont pas besoin de réussir à l'école : ils savent que l'argent de leurs parents leur assurera la réussite. Les enfants ont compris que ce qui est important, ce n'est pas le savoir mais l'argent »

- Tel que rapporté par un professeur de mathématique Ukrainien⁵.

La corruption est l'une des principales causes de ces problèmes. Là où elle est présente, la corruption va à l'encontre de l'objectif même de l'éducation. Dans un système éducatif corrompu, les étudiants n'acquièrent ni les connaissances ni les compétences qui leur permettront de contribuer de manière significative à l'économie de leur pays. Dès leur plus jeune âge, ils apprennent que l'absence d'intégrité est un comportement acceptable qui se propage de proche en proche pour devenir la norme sociale.

1. La prévalence du problème

Dans la plupart des pays, le système éducatif public est essentiellement laissé au bon vouloir du gouvernement central. Même dans les systèmes décentralisés, le gouvernement contrôle en général les secteurs clés comme le salaire des enseignants et le budget. Cette situation de monopole laisse libre jeu à la corruption à tous les niveaux: politique, administratif et école:

- 🌐 *Au niveau politique* : Au niveau politique, le secteur éducatif est particulièrement susceptible d'être manipulé en raison de son importance ; importance financière (le secteur consomme environ 20 à 30% du budget national chaque année) et importance en matière de ressources humaines. De plus, le système couvre l'ensemble d'un pays. La corruption prend différentes formes : les acteurs politiques interfèrent dans le processus de nomination, de promotion ou de mutation des enseignants ou s'assurent les « services » des enseignants en période électorale². En outre, les décisions d'implanter une école dans un endroit plutôt qu'un autre peuvent aussi être influencées par des considérations politiques.
- 🌐 *Au niveau administratif* : La corruption peut survenir à tous les échelons du système administratif : ministère, département ou établissement scolaire. Les inspecteurs peuvent exiger des pots-de-vin en échange d'un rapport favorable. Les bâtiments et les aménagements scolaires peuvent servir à des manifestations commerciales ou privées. Le matériel pédagogique et les fournitures scolaires sont parfois vendus au lieu d'être distribués gratuitement aux élèves. Les écoles et les universités demandent parfois des frais de scolarité illégaux (voir l'encart ci-contre).
- 🌐 *Au niveau de l'école* : Les enseignants peuvent être régulièrement absents, ne pas suivre le cursus établi ou extorquer des services aux élèves. En outre, dans beaucoup de pays, l'exploitation sexuelle des étudiants ou élèves par les enseignants au niveau des écoles ou des universités peut être assimilée à une forme de corruption.

2. La gestion financière de l'éducation

La corruption survient dans l'affectation et la mise en œuvre des budgets ainsi que dans l'utilisation des ressources de l'éducation. En raison de l'importance du budget réservé au système éducatif, même de faibles niveaux de corruption peuvent résulter en d'importantes pertes de ressources financières publiques.

Les récentes mesures en faveur de la décentralisation administrative ont accru les risques de manipulation des montants financiers alloués à l'éducation, surtout si les nouveaux pouvoirs discrétionnaires des autorités locales ne sont pas accompagnés de règles et de procédures de contrôle ainsi que par des mesures de renforcement de leurs capacités. En raison du nombre élevé de personnes impliquées dans la gestion des ressources financières réservées au système éducatif, les occasions de fraudes et de corruption ont elles aussi augmentées.

Processus d'affectation budgétaire. Les pays où les niveaux de corruption sont élevés investissent moins dans les services publics, réduisant ainsi les ressources du secteur éducatif⁶. De plus, les ressources peuvent être détournées des régions qui en ont le plus besoin, surtout les zones rurales, pour être affectées aux régions déjà privilégiées, comme les zones urbaines. Des ressources peuvent aussi être affectées en fonction des opportunités des espoirs de gains privés. Des contrats importants pour la construction de bâtiments, l'achat de livres ou la restauration scolaire peuvent se révéler des terrains propices au versement de pots-de-vin ou pour toute autre forme de corruption, de népotisme et de favoritisme. En outre, les affectations budgétaires aux écoles peuvent être influencées par la manipulation des données ; par exemple en grossissant exagérément le nombre des inscrits. Cette distribution inégale des ressources tend à bénéficier avant tout aux plus fortunés au détriment des plus pauvres et des défavorisés, ce qui réduit l'égalité des chances en matière d'accès à l'éducation. Les affectations financières hors budget sont particulièrement périlleuses, surtout si les bailleurs de fonds étrangers financent directement les écoles en contournant les ministères ou les organisations de la société civile qui peuvent servir d'intermédiaires⁷.

La mise en œuvre budgétaire. Les ressources allouées peuvent ne pas parvenir aux écoles et aux universités : au lieu de cela, les fonds peuvent être siphonnés par des responsables ou servir à des appels d'offres truqués. Les clauses contractuelles peuvent favoriser un prestataire particulier et une procédure d'appel d'offre fermée peut exclure des fournisseurs potentiels ou provoquer une inflation des prix. L'étendue de ces fuites de ressources peut être considérable. D'après une étude de la Banque mondiale, entre 10 et 87 pourcent des dépenses non-salariales pour l'éducation primaire est perdus⁸. Le résultat est que les livres scolaires sont de mauvaise qualité, en nombre insuffisant, les infrastructures et bâtiments scolaires sont fragilisés et risquent de s'effondrer, les sanitaires sont inexistantes, le matériel pédagogique non livré (voir l'encart ci-contre).

Pénurie de manuels scolaires aux Philippines : la rôle de la corruption

Aux Philippines, la fourniture de livres scolaires a été décentralisée dans les années 90 et l'achat des livres a été directement négocié avec les fournisseurs au niveau régional.

La corruption était endémique : les pots-de-vin versés pouvaient représenter jusqu'à 20% du montant total du contrat. Globalement, on estimait qu'entre 20 et 65% des fonds affectés à l'achat de livres étaient gaspillés par le versement de pots-de-vin aux responsables locaux.

Cela se traduit par une pénurie dramatique de livres pour les 40 000 écoles publiques de l'archipel en dépit de niveaux élevés de dépenses. En moyenne, six élèves devaient se partager un livre dans les écoles élémentaires et ce chiffre passait à huit pour les écoles secondaires⁹.

L'utilisation des ressources allouées à l'éducation. Les fonds qui parviennent aux écoles peuvent ne pas être utilisés en fonction de leur objectif initial. Ainsi, les livres peuvent être vendus au lieu d'être distribués gratuitement, des paiements illégaux peuvent être faits par la direction de l'école sur la base de factures falsifiées, ou encore la quantité des biens achetés peut être exagérée.

Que peut-on faire ?

D'abord et avant tout, la transparence et l'accès à l'information sont des moyens importants pour juguler et prévenir la corruption. Il n'y a pas d'outil de dissuasion plus efficace que la dénonciation publique. Plus les gens sont informés au sujet des affectations budgétaires et de leur mise en œuvre, et d'une manière plus générale au sujet des programmes éducatifs, plus les responsables seront tenus de respecter les directives et les règlements. Les fonds réservés aux salaires sont moins sujets aux fuites car les enseignants connaissent le montant de leur salaire et escomptent qu'ils soient versés sur leur compte. (Les salaires des enseignants représentent entre 89 et 90% du budget total de l'éducation)¹⁰.

Le financement des écoles par péréquation — un système de règles communes pour affecter les ressources aux écoles et aux universités — permet de réduire les pouvoirs discrétionnaires et contribue à une plus grande égalité des chances au sein du système éducatif. Les subventions de fonctionnement versées directement à chaque école au prorata de ses effectifs (« capitation grant ») peuvent limiter les occasions de corruption. Cependant, une réglementation claire doit exister et être mise en œuvre, les responsables doivent posséder les compétences nécessaires pour les appliquer et des audits réguliers effectués par des agences indépendantes sont indispensables.

Les parties prenantes locales, comme les parents, les enseignants et les étudiants, sont également essentielles pour faire remonter l'information, par exemple, sur l'utilisation et la qualité du matériel pédagogique reçu par l'école ou sur l'adéquation des ressources financières de l'école. De même, l'implication de groupes locaux dans la gestion financière, comme les comités de gestion scolaire, peut se révéler efficace, à condition cependant que les membres de ces comités possèdent les compétences et le statut social requis pour lutter contre la corruption¹¹.

De plus, pour les procédures d'achats, il est nécessaire de mettre en place des systèmes d'appels d'offres ouverts ainsi que des procédures et des critères clairs pour s'assurer que les écoles obtiennent les meilleurs produits et services¹². Des règles sur les conflits d'intérêt pour les décideurs et la publication des appels d'offres sont également très utiles pour juguler la corruption dans les marchés publics.

3. Les examens et l'accréditation des établissements d'enseignement

Dans l'éducation supérieure, les nouvelles technologies de la communication ainsi que la concurrence accrue entre les étudiants ont conduit au développement de pratiques non éthiques et de corruption.

Dans l'éducation supérieure, les nouvelles technologies de la communication ainsi que la concurrence accrue entre les étudiants ont conduit au développement de pratiques non-éthiques et de corruption.

Au niveau des universités, la fraude ainsi que l'achat et la vente de diplômes et de notes sont fréquents, en particulier dans l'Europe du Sud-est et dans l'ancienne Union soviétique¹³. En 2003, en Russie, le montant des pots-de-vin versés pour entrer à l'université était estimé à 30 milliards de roubles (1 milliard de dollars US)¹⁴.

La corruption dans les universités survient entre les étudiants et le personnel de l'établissement, par exemple si un étudiant verse un pot-de-vin à un professeur en échange d'une bonne note pour un examen ou si un professeur « recommande » un cours particulier à un étudiant qui de toute évidence connaît le sujet et n'a pas besoin d'un tel cours. Cela peut également prendre la forme du commerce des sujets d'examens ou de l'embauche de quelqu'un qu'il passe un examen pour quelqu'un d'autre — une pratique fréquente en Chine¹⁵. Les exemples de corruption à l'université abondent de par le monde¹⁶. Selon un sondage auprès d'étudiants en Bosnie en 2004 et 2005, le versement de pots-de-vin durant les examens est fréquent et la plupart des répondants estimaient qu'ils ne pouvaient rien faire contre cet état de chose¹⁷.

La corruption dans les procédures d'accréditation des établissements d'enseignement et de formation est également en augmentation. La privatisation du système éducatif et de la prolifération des enseignements à distance et transnationaux, vu qu'ils tombent en dehors des cadres législatifs nationaux, ont stimulé cette augmentation. De même, des individus non qualifiés peuvent obtenir des références et des diplômes universitaires en échange de pots-de-vin. La corruption dans l'accréditation des cours et des établissements d'enseignement, combinée avec la fraude dans l'obtention de références, représentent un risque pour les pays parce que des établissements fantoches ou de mauvaise qualité (les « moulins à diplômes ») remettent des diplômes sans que les destinataires n'aient suivi d'enseignements, créant ainsi des médecins et d'autres professionnels non qualifiés qui occuperont des postes à responsabilité.

Que peut-on faire ?

Il est nécessaire d'imposer des critères d'évaluation et des règlements clairs, à la fois pour les examens et pour l'accréditation des établissements d'enseignement. Des examens standardisés au niveau national, gérés par des institutions spécialisées indépendantes, permettent de réduire la portée des manipulations et des fraudes. Il convient aussi d'appliquer des mesures appropriées pour détecter et traiter ces fraudes comme la vérification physique de l'identité du candidat, le stockage en lieu sûr des sujets d'examen, la correction centralisée des épreuves et l'informatisation des procédures d'examens.

L'indépendance des comités d'accréditation et des organismes de contrôle est également cruciale pour qu'ils puissent opérer sans interférence. En ce qui concerne le système éducatif transnational, les normes de transparence et l'obligation de rendre des comptes sont incluses dans un code de déontologie mis au point par l'UNESCO et le Conseil de l'Europe qui offre un cadre pour l'évaluation des diplômes étrangers¹⁸.

Pérou : combattre la corruption dans le secteur éducatif

Dans le cadre d'une campagne nationale intitulée « Une éducation sans corruption », le médiateur de la république du Pérou, ainsi que la section péruvienne de Transparency International, 'Proética', ont invité les citoyens à signaler les cas de corruption dans six régions du pays.

Sur les 307 plaintes reçues en quatre mois, la grande majorité de celles-ci concernait l'absentéisme des enseignants et les irrégularités constatées dans la nomination de certains enseignants.

De plus, la corruption dans le secteur de l'éducation publique péruvienne est facilitée par des mécanismes de contrôle inadéquats, un accès limité à l'information et une situation sécuritaire volatile²².

4. Gestion des enseignants et comportements dans les salles de classe

Les enseignants jouent un rôle pivot dans les résultats scolaires. On attend d'eux qu'ils respectent des normes de qualité en matière d'enseignement et de pédagogie, et qu'ils transmettent aussi des valeurs telles que l'intégrité et le respect via leur comportement et leurs cours.

Les cas de corruption dans la gestion du personnel enseignant comprennent le favoritisme, le népotisme et le versement de pots-de-vin dans la nomination, la mutation, le transfert et la promotion des personnels enseignants (voir l'encart ci-contre). La corruption peut également survenir dans le paiement des salaires, par exemple si un enseignant doit verser un pot-de-vin aux personnes chargées de la gestion des salaires (en particulier dans les zones rurales qui ne possèdent pas de système bancaire). « Les enseignants fantômes », salariés du système éducatif mais qui n'enseignent pas, constituent un lourd fardeau pour les budgets de l'éducation. Ces « fantômes » peuvent être la conséquence d'une mauvaise gestion des données ou d'une connivence délibérée. Ils peuvent bien avoir fait partie du système éducatif mais ils sont soit en retraite, soit décédés ou absent sans autorisation¹⁹.

Les cours particuliers, proposés par des individus ou dans le cadre de « cours préparatoires » par des établissements, sont devenus une véritable industrie dans de nombreux pays du monde. Ces cours peuvent devenir des catalyseurs de corruption s'ils sont assurés comme activité professionnelle additionnelle par des enseignants du système officiel pour leurs propres élèves ou étudiants. Dans certains pays comme en France, en Australie ou à Singapour, les enseignants n'ont pas le droit de proposer des cours particuliers rémunérés à leurs élèves après les classes. La pratique est cependant courante dans d'autres pays, comme au Bangladesh ou au Cambodge²⁰. Ce tutorat payant peut évoluer vers une forme de chantage où les professeurs abusent de leur charge en enseignant seulement la moitié du programme pendant les heures de cours officielles et en poussant ainsi les étudiants à payer pour des cours privés au cours desquels les enseignants abordent la deuxième partie du programme officiel. Les maîtres peuvent également menacer les élèves de mauvaises notes s'ils n'acceptent pas de suivre ces cours particuliers²¹.

Que peut-on faire ?

Il est évident que les conditions de travail du personnel enseignant sont difficiles dans beaucoup de pays. Des salaires peu élevés dans un environnement difficile peuvent contribuer à l'abus de leur charge par des enseignants. Lorsque les professeurs doivent se tourner vers d'autres sources de revenus en raison de bas salaires ou de retards de paiement, ils peuvent être également tentés d'abuser de leur charge. Toutefois, l'environnement de travail pris dans sa totalité (les infrastructures scolaires, le système sanitaire, la proximité des villes, la qualité des logements de fonction, les opportunités d'avancement et le prestige associée à la profession d'enseignant) à une influence plus déterminante sur le comportement de l'enseignant que son seul salaire. Ces aspects doivent être pris en compte dans la mise en œuvre des réformes. Par exemple, une augmentation

salariale devrait être accompagné de mesures pour rehausser le statut social du corps enseignant. Les quatre pays ayant les meilleurs standards en termes d'éducation — le Canada, Cuba, la Finlande et la Corée du Sud — sont aussi ceux où l'on voit que le métier de professeur est tenu en haute estime et a bénéficié d'un support additionnel en formations²³.

Dans le même temps, des inspections régulières et impartiales, couplées à des sanctions systématiques en cas d'infraction, sont nécessaires pour prévenir la corruption chez les enseignants et dans les comportements des enseignants vis-à-vis des étudiants. Par exemple, il conviendrait d'interdire aux enseignants de fournir des cours particuliers rémunérés à leurs propres étudiants et élèves, et les punir en cas d'infraction. Malheureusement, dans le secteur éducatif comme dans le service public en général, les fautes professionnelles et les abus de charge ne sont pas souvent sanctionnés. Une étude sur l'absentéisme chez les enseignants en Inde, a montré qu'un seul directeur d'école sur 3000 avait déjà renvoyé un enseignant pour absence répétée²⁴.

Des mécanismes de contrôle efficaces ainsi qu'un environnement de travail de qualité sont tout aussi dissuasifs que l'impartialité et l'équité dans la gestion des enseignants. Si les nominations, les promotions et les mutations sont faites sur les seuls critères du mérite et de la performance, les enseignants sont plus disposés à appliquer les principes d'impartialité, d'équité et de performance dans leurs relations avec les étudiants.

Les réformes devraient aussi inclure des codes de déontologie pour encourager les comportements éthiques. Ces codes permettent une reconnaissance collective des responsabilités et des normes éthiques des enseignants. Idéalement, ils sont élaborés par les associations d'enseignants elles-mêmes²⁵. Par exemple, une étude datant de 2005 menée en Asie du Sud a montré que les codes de déontologie des enseignants ont eu un impact positif sur l'engagement, le comportement professionnel et les performances des enseignants et du personnel administratif. Ils ont aussi contribué à réduire le taux d'absentéisme chez les enseignants²⁶. Toutefois, élaborer des codes n'est pas suffisant. Pour que ces codes soient efficaces, les enseignants doivent en connaître l'existence et en comprendre le contenu. En outre, un mécanisme de plaintes doit également être mis en place pour traiter les abus et pour s'assurer que des conseils en matière de déontologie soient disponibles²⁷.

5. Conclusions

La demande des citoyens pour une éducation de qualité combinée avec des incitations adéquates pour les maîtres et les professeurs ainsi que des mécanismes de contrôles et de sanctions efficaces sont les clefs pour prévenir la corruption dans le secteur éducatif. Les demandes pour une éducation de qualité sont elles-mêmes basées sur l'éducation : ce sont des citoyens éclairés sur leurs droits grâce à l'éducation qui sont le plus enclins à exiger la transparence et la redevabilité indispensables à une éducation de qualité. Développer le sens civique et transmettre les valeurs éthiques permettent de former un comportement social rétif à la corruption. En ce sens, une éducation de qualité est une bonne arme contre la corruption.

Développer le sens civique et transmettre les valeurs éthiques permettent de former un comportement social rétif à la corruption. En ce sens, une éducation de qualité est une bonne arme contre la corruption.

La corruption dans le secteur éducatif

Des citoyens informés, au fait de leurs droits et de ce qui leur revient, escomptant que les services éducatifs soient rendus de manière responsable et équitable sont des acteurs puissants pour empêcher les abus.

Les recommandations suivantes pourraient ainsi aidé à amorcer ce cycle vertueux :

- 🌐 Il est nécessaire d'élaborer des critères et des règlements précis et objectifs dans les domaines du financement et de la gestion scolaires ; que ce soit pour des décisions concernant le lieu de la construction d'une école ou la nomination ou le renvoi d'enseignants, ou encore le processus d'examen ou toute autre procédure ou décision. Les critères doivent être transparents, accessibles au public et, surtout, aux parents.
- 🌐 Il faudrait établir des canaux pour signaler les fautes professionnelles et dénoncer les problèmes afin d'encourager les « usagers » de l'éducation à signaler ce type d'affaires. Au niveau des écoles, les élèves et les parents devraient avoir la possibilité de faire part de leurs préoccupations et de déposer des plaintes. Au niveau universitaire, des instances indépendantes devraient être établies pour traiter les plaintes relatives aux fraudes et autres formes de corruption.
- 🌐 Des mécanismes de contrôle adéquats doivent être appliqués pour détecter la corruption et les fraudes. Des vérifications comptables et des inspections régulières sont nécessaires.
- 🌐 Il convient de prendre des mesures concrètes contre les auteurs d'actes de corruption. Les comportements illégaux doivent être sanctionnés et les dispositions de la loi appliquées. Même si cela paraît évident, l'absence de mise en œuvre des lois est probablement le plus grand obstacle aux tentatives faites pour juguler la corruption. Si l'impunité règne, toutes les autres stratégies ne manqueront pas d'échouer.
- 🌐 Le public et les médias devraient pouvoir accéder aux informations financières et autres. Dans beaucoup de pays, des statistiques exactes, fiables et mises à jours sont difficiles à trouver, souvent en raison d'un manque de capacité et de ressources. Néanmoins l'accès à l'information est une condition sine qua non pour le contrôle social de l'éducation, qui est peut-être le moyen le plus important pour prévenir la corruption.
- 🌐 La surveillance par le public et le contrôle social sont des outils dissuasifs formidables contre la corruption. Des citoyens informés, connaissant leurs droits et ce qui leur revient, escomptant que les services éducatifs soient rendus de manière responsable et équitable, constituent des outils puissants pour empêcher les abus. Le contrôle social peut être

institutionnalisé par le biais de la participation de citoyens formés dans la gestion scolaire.

- Enfin, il convient de renforcer les capacités de ces institutions de sorte à ce que les responsables et les éducateurs puissent appliquer les règlements en vigueur. •

La corruption dans le secteur éducatif

Ce document de travail a été préparé par le programme mondial sur l'éducation de TI-Secrétariat en 2007. Le Département Recherche et Politiques a revu ce document en 2008. Il s'agit d'un document de travail en constante évolution avec les activités de TI sur la corruption dans le secteur éducatif. Nous remercions tout particulièrement Samuel Rotta (Proética Peru) pour sa contribution.

Pour plus d'informations sur le programme mondial, visitez : www.transparency.org/global_priorities/education.

Pour plus d'informations sur ce document de travail, merci de contacter Craig Fagan au Secrétariat international de TI, département recherche et politiques : [plres \[at\] transparency.org](mailto:plres[at]transparency.org)

**TRANSPARENCY
INTERNATIONAL**

Téléphone

+49-30-343820 -0

Fax

+49-30-347039 -12

Secrétariat International

Alt-Moabit 96

10559 Berlin

Allemagne

Références:

- ¹ Michael Bratton (2005) Are you being served? Popular Satisfaction with Health and Education Services in Africa. *Afrobarometer Working Papers No. 65*.
- ² Aux Philippines, des enseignants furent utilisés par les personnalités politiques pour manipuler les listes électorales et le dépouillement des bulletins. Yvonne Chua (1999) : 'Robbed. An Investigation of Corruption in Philippine Education. Philippine Center for Investigative Journalism, Quezon City.'
- ³ TI Bangladesh (2005) Présentation sur 'Corruption and Human Insecurity in Bangladesh', National Press Club, 09.12.2005.
- ⁴ *Transparencia Mexicana* (2005) 'The price of a place in school', dans *Stealing the Future. Corruption in the Classroom*. Transparency International.
- ⁵ Citation sur l'Ukraine ; de : Narayan, Deepa avec Raj Patel, Kai Schafft, Anne Rademacher et Sarah Koch-Schulte (2000). 'Voices of the Poor : Can Anyone Hear Us ?' World Bank, Oxford University Press, p. 98.
- ⁶ Paolo Mauro (1997) The Effects of Corruption on Growth, Investment, and Government Expenditure: A Cross-Country Analysis. *IMF Working Paper. WP/96/98*.
- ⁷ Selon les participants à un atelier organisé le 14.11.2005, à Berlin, Atelier de TI sur la Corruption dans l'éducation .
- ⁸ Niveau des fuites au Ghana : 49% (1998) ; Pérou : 30% (2001) ; Tanzanie : 57% (1998) ; Ouganda : 87% (1995) ; Zambie : allocation par tête fixe = 10% (2001), allocation discrétionnaire = 76% (2001). Source : Jacques Hallak and Muriel Poisson (2007) Corrupt schools, corrupt universities: What can be done? *International Institute for Educational Planning, UNESCO*. p. 105.
- ⁹ Yvonne Chua (1999) Robbed. An Investigation of Corruption in Philippine Education. Philippine Center for Investigative Journalism, Quezon City.
- ¹⁰ Harry A. Patrinos et Ruth Kagia (2007) Maximising the Performance of Education Systems. The Case of Teacher Absenteeism. dans : Edgardo Campos (ed) The Many Faces of Corruption: Tracking Vulnerabilities at the Sector Level. World Bank, Washington, p. 69.
- ¹¹ Selon une étude *Transparencia Brasil* en 2004 l'absence de compétences en matière de contrôle au niveau local était la cause principale du taux élevé d'irrégularités dans les principaux programmes de subventions pour les écoles primaires. *Transparencia Brasil* (2005) 'The Hidden Cost of Decentralised Education'. Dans : *Stealing the Future. Corruption in the Classroom*. Transparency International. De même dans les écoles d'Inde, le fort taux d'absentéisme des enseignants dans les écoles sous contrôle local semble indiquer qu'un tel contrôle n'est pas suffisant pour enrayer les absences répétées des enseignants. Voir : Nazmul Chaudhury, et al (2006) Missing in action: teacher and health worker absence in developing countries. *Journal of Economic Perspectives*. 20 (1).
- ¹² Les Pactes d'intégrité (accords entre un ministère et l'ensemble des soumissionnaires pour un marché public par lesquels ces soumissionnaires s'engagent à ne pas verser ou offrir de verser des pots-de-vin ni à entrer en connivence avec d'autres concurrents) sont des outils efficaces pour prévenir la corruption. Les « Normes minimales de TI en matière de marchés publics » sont des références utiles pour développer de bonnes pratiques. Consultez : www.transparency.org/global_priorities/public_contracting/.
- ¹³ Jacques Hallak et Muriel Poisson (2005) Academic Fraud and Quality Assurance: Facing the Challenge of Internationalisation of Higher Education. *International Institute for Educational Planning, UNESCO*.
- ¹⁴ *Rosjiskaja Gazeta*. 16.08.2005.
- ¹⁵ Natalia Rumyantseva (2005) 'Taxonomy of corruption in higher education', *Peabody Journal of Education*. 80 (1).
- ¹⁶ Pour plus d'informations, voir : *Higher Education Corruption Monitor of the Boston College*. Center for International Higher Education. www.bc.edu/bc_org/avp/soe/cihe/hecm/.
- ¹⁷ Figures par 2004 et 2005. See: Darjo Lasic (2005) 'A 'Copy-and-Paste' Approach to University'. dans: *Stealing the Future. Corruption in the Classroom*. Transparency International.
- ¹⁸ UNESCO-CEPES et Council of Europe (2007) Revised Code of Good Practice in the Provision of Trans-Border Education. www.aic.lv/ace/ace_disk/Recognition/eq_aca/Code_TE_rev2007.pdf.
- ¹⁹ Harry A. Patrinos et Ruth Kagia (2007) 'Maximising the Performance of Education Systems. The Case of Teacher Absenteeism'. Dans : Edgardo Campos (ed) The Many Faces of Corruption: Tracking Vulnerabilities at the Sector Level. World Bank, Washington.
- ²⁰ Mark Bray (2003) Adverse effects of private supplementary tutoring: Dimensions, implications and government responses. *International Institute for Educational Planning, UNESCO*. www.unesco.org/iiep/eng/publications/recent/etico.htm.
- ²¹ Mark Bray (ed. 1999) The shadow education system: Private tutoring and its implications in nine post-socialist countries. *Open Society Institute*.
- ²² Defensoría del Pueblo (2007) Con corrupción no hay educación. Resultados de la campaña piloto Educación sin Corrupción. *Republica del Perú*. Documento Defensorial N° 01.
- ²³ Liste par 2005. Voir : *Global Campaign for Education* (2005) Global Education for All Monitoring Report. www.campaignforeducation.org/resources/resources_latest.php.
- ²⁴ Nazmul Chaudhury, et al (2006), p. 2.
- ²⁵ Par exemple, le 'Teacher Code of the Ontario College of Teachers in Canada', un organe auto-réglementé qui dispose de pouvoirs d'enquête et de sanctions. Pour plus d'informations, voir : S. Van Nuland, et al (2006) Ethics in Education. The role of teacher codes. *International Institute for Educational Planning, UNESCO*.
- ²⁶ B.P. Khandelwal and K. Biswal (2005) Teacher Codes of Practice in Bangladesh, India (Uttar Pradesh) and Nepal: A comparative study. *International Institute for Educational Planning, UNESCO*.
- ²⁷ Selon B.P. Khandelwal et K. Biswal (2005), la majorité des enseignants ne possédait pas une copie du code. En outre, ils ignoraient comment déposer une plainte contre un enseignant ou un membre du personnel.

© 2008 Transparency International. Tous droits réservés.

Transparency International (TI) est la seule organisation internationale qui s'emploie exclusivement à enrayer la corruption. TI promeut la formation de coalitions entre la société civile, les secteurs public et privé en une puissante coalition mondiale. Grâce à son Secrétariat International basé à Berlin et quelques 90 sections nationales à travers le monde, TI travaille aux niveaux national et international, afin d'endiguer l'offre et la demande en matière de corruption. www.transparency.org